

CHAPITRE 1 VALEURS DE SOCIÉTÉ

1-1 Démocratie

Nous définissons la démocratie comme l'organisation politique de la société qui vise à porter à son plus haut degré la conscience et la responsabilité des citoyens. La clé de voûte de la démocratie, c'est le pluralisme. La démocratie exclut toute dictature de la majorité mais implique la protection et le droit d'expression de toute minorité représentative, particulièrement au Parlement. Une démocratie de plein exercice garantit que les citoyens puissent avoir accès à la vérité, et organise donc le pluralisme dans les médias. Pour elle, la liberté de la presse est sacrée. Une telle démocratie ne peut se développer sans séparation des pouvoirs, pouvoir législatif et pouvoir judiciaire mis à l'abri de l'influence de l'exécutif, pouvoir économique séparé du pouvoir politique, médias protégés dans leur indépendance. Ainsi l'impartialité de l'État est la mesure même de la qualité de la démocratie qu'il incarne et protège.

1-2 République

Nous privilégions l'acception fondamentale du mot République, *respublica*, la chose publique, le bien public, dans la mesure où nous estimons que chaque citoyen doit participer à la vie de la nation de façon active et responsable. La République française est fondée sur des valeurs. La France est une République laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi sans distinction d'origine, de race ou de religion en respectant toutes les croyances. Nous souhaitons mettre en œuvre la devise de la République « Liberté, Égalité, Fraternité » dans nos choix politiques : cette devise n'est pas seulement un rappel de valeurs morales, elle est un code d'action pour les citoyens.

1-3 Justice

Un pays en mutation, s'il veut demeurer solidaire, ne peut pas accepter l'injustice éducative, fiscale, sociale, culturelle entre les territoires. Si chacun doit faire des efforts, ces efforts doivent être équitablement répartis. La justice est la clé de tout effort, de toute solidarité, de toute durabilité.

Une société juste, c'est aussi une société pertinente dans son jugement, qui dit la vérité et qui ne la cache pas à ses citoyens, qui fait des efforts permanents de transparence dans ses procédures.

1-4 Europe

Notre Europe se fonde sur un passé commun où les cultures gréco-romaine et judéo-chrétienne, enrichies par d'autres mouvements de la pensée, particulièrement les Lumières ont créé une richesse de civilisation dont bénéficie la Planète entière. Ce patrimoine commun doit être préservé et accru par la participation de tous les États à la construction d'un ensemble puissant, innovateur et généreux qui participe à l'amélioration de la vie de ses citoyens et s'inscrit activement dans l'organisation

planétaire. Dans cette optique, la citoyenneté européenne relève du partenariat des États nationaux qui défendent ensemble leurs intérêts et leurs valeurs. La gestion coopérative des problèmes de notre temps n'est pas contradictoire avec la préservation des cultures et des identités nationales et régionales. Elle en est même la condition. La construction de l'Europe des peuples et des citoyens, active et solidaire, est non seulement une nécessité mais un devoir.

1-5 Valeurs morales et sociétales

Nous pensons que les valeurs morales contribuent à la mise en œuvre d'une société avancée. Ces valeurs ont été construites et consacrées par le grand mouvement culturel européen, alimenté par les convictions religieuses, et les courants philosophiques qui ont contribué à faire évoluer les sociétés et grandir l'homme. Elles permettent de guider notre jugement moral. Cet ensemble de principes que nous partageons avec de nombreux êtres humains, sous-tend nos rapports sociaux. Le respect, la tolérance, la loyauté, la politesse, le goût de l'effort, l'intégrité, la fidélité, le courage, l'honnêteté, le don de soi, la charité ou l'amour du prochain doivent soutenir notre quête politique. Ces valeurs orientent nos propositions et nos actions dont la finalité consiste à rendre notre société plus humaine. La plupart de ces valeurs étant universelles, nous estimons qu'elles constituent un socle sur lequel nous pouvons bâtir des passerelles pour associer le plus grand nombre de français, d'européens et de peuples du Monde à notre projet de société.

De nos jours, les valeurs sociales et environnementales prennent tout leur sens dans le cadre de l'aspiration au développement durable. Les valeurs sociales comme la paix, la justice, le partage, l'entraide, la famille, la liberté, l'égalité, la fraternité ou la responsabilité, constituent l'expression des relations entre les êtres. Elles représentent des formes d'action mises en œuvre par les individus ou les groupements qui nous paraissent idéales. Nous souhaitons les combiner à notre action politique pour œuvrer à la construction d'une société apaisée, progressiste et harmonieuse dans laquelle chaque individu se réalise pleinement dans le cadre d'une solidarité active qui forge un processus d'entraide permanent pour les plus déshérités. Elles sous-tendent la prise de conscience de notre génération pour la sauvegarde de la Planète et de ses écosystèmes au profit des générations futures. Le développement durable implique une responsabilité dont l'exigence sociale ne se limite pas à notre temps.

1-6 Humanisme

Notre philosophie politique place l'homme au centre de chaque question. Partie prenante de la nature, il en est cependant distinct par son effort de conscience. Son émancipation, le respect qui lui est dû, constituent donc la fin principale des organisations sociales. Notre mouvement a l'ambition de porter l'homme vers un idéal pour bâtir une société différente et juste qui aboutit au développement personnel de chacun. Nous considérons que l'humanité de l'homme est universelle en chacun d'entre eux quelles que soient leurs différences. Optimistes, nous avons confiance dans le progrès humain. Nous proposons une forme de société dans laquelle l'homme, libre et autonome,

participe à son élaboration en s'impliquant de façon responsable. Notre humanisme, consubstantiel à la démocratie, se bâtit sur des valeurs morales et sociétales.

1-7 Développement durable et écologique

Le but ultime de l'action politique est de favoriser ou créer les conditions d'un développement durable pour les générations à venir.

Cela passe par une gestion plus sobre des ressources de la planète, un modèle économique privilégiant le long terme sur le court terme, une croissance qualitative, une solidarité réelle entre les générations, une gestion responsable des finances publiques.

Cela passe aussi par une action politique déterminée pour résorber la fracture Nord-Sud et créer les conditions d'un développement durable dans les pays les plus pauvres. Cet impératif est d'autant plus fort que les pays développés et la société industrielle portent une lourde responsabilité dans les déséquilibres aujourd'hui constatés sur la planète.

De même, l'homme ne peut se concevoir et penser son avenir sans harmonie avec la nature. Nous considérons donc comme une obligation de mieux connaître et protéger notre patrimoine naturel, terre, eau, atmosphère, climat, avec une attention particulière au vivant dans sa diversité, faune et flore. Pour nous il y a là, à la fois, une garantie vitale pour l'espèce humaine et une obligation morale.

Nous avons un devoir de réhabilitation dans la situation qui est ainsi faite aux femmes et aux hommes qui subissent à la fois l'absence de développement et la détérioration des espaces de vie qui sont les leurs. Les pays développés ont ainsi un devoir d'exemplarité.

La recherche scientifique porte une responsabilité particulière dans le mouvement de protection que l'humanité doit à son patrimoine naturel, génétique, vivant.

1-8 Laïcité

La laïcité est un fondement du pacte républicain inscrit dans la Constitution française qu'il est urgent de réaffirmer comme principe cardinal de notre vie en société. Tel qu'il résulte de notre tradition républicaine il ne s'agit ni d'une laïcité de combat, qui viserait à limiter la liberté religieuse, ni d'une laïcité purement formelle laissant la porte ouverte à une dérive communautariste contraire au pacte social français.

Pour nous, démocrates, la laïcité c'est ce qui sépare la loi de la foi. Il doit s'agir d'une laïcité apaisée et impartiale qui, tout en reconnaissant le fait religieux, fournit des règles claires nécessaires au respect mutuel, à l'éducation des futurs citoyens et au développement harmonieux du débat démocratique. Autant de conditions essentielles à la liberté de conviction de chacun et à la cohésion sociale de la collectivité.

Nous sommes pour la défense de la loi de 1905, loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, comme un point de repère du projet républicain français.

Avant-propos

Le document « préparatoire au congrès » a été écrit sous la responsabilité de Robert Rochefort, avec la collaboration d'Eric André, Stéphane Cossé, Christophe Droguère, Vincent Dufief, Patrice Forget, Jean-Christophe Garde, Philippe Huberdeau, Stéphane Le Bouler, Céline Letemplé, François Moreau, Pierre-Emmanuel Portheret, Julien Rivals, Patrick Simon et Alain Villemeur, à partir des livres et interventions de François Bayrou et des vice-présidents du Mouvement Démocrate (bibliographie accessible sur le site Internet), des travaux des « groupes de projet Europe » et des rapports des « commissions nationales thématiques ».

Ce document est un document de travail qui n'engage pas le Mouvement Démocrate. Son découpage en sous-chapitres a vocation à faciliter le travail d'amendement et de contribution des adhérents. Il ne préjuge pas de la version qui sera soumise aux adhérents quelques jours avant le Congrès d'Arras, dont la double vocation sera de dire en quelques pages aux Français qui nous sommes et ce à quoi que nous croyons.

Il appartient désormais aux adhérents de se saisir de ce document, de l'amender, de le compléter et de l'enrichir par leur expertise ou leur expérience.

Cordialement à vous.

François BAYROU

Et la laïcité, ce n'est pas seulement une loi, c'est aussi un état d'esprit. C'est une démarche de respect de l'autre, dans sa foi, son agnosticisme ou son athéisme, dans ses convictions, dans sa vie. C'est une démarche intellectuelle, portée par la volonté de ne pas tout mélanger et de ne jamais imposer aux esprits et aux cœurs une loi unique qui ne souffre pas de recours, dans laquelle la femme, ou l'homme, ou l'enfant se trouverait enfermé. C'est la garantie que l'émancipation est toujours possible.

1-9 Subsidiarité

On ne parle plus beaucoup du principe de subsidiarité, longtemps à la mode, lorsque l'on a parlé du projet européen. Il nous appartient de le défendre et de le promouvoir à nouveau. Ce principe a, d'une certaine façon, été galvaudé. Il a été traduit, à tort, dans une sorte de vulgate qui consistait à dire : "On laisse des choses subalternes se faire au niveau de la base".

Pour nous, démocrates, le principe de subsidiarité, c'est d'abord un principe de confiance, de confiance faite aux hommes et aux femmes. Il ne peut y avoir de délégation de responsabilité que si l'on part du principe que l'on peut faire le pari fondamental et humaniste de la responsabilité de chacun.

C'est ainsi qu'il désigne ce que les personnes et les groupes peuvent accomplir par eux-mêmes et qui ne doit pas être transféré au niveau supérieur.

Le principe de subsidiarité atteste ainsi l'antériorité de la personne et des groupes par rapport aux institutions. Autrement dit, c'est vous ou c'est nous qui, face à l'État et même aux instances supranationales, avons toujours le moyen ou la possibilité - à nous d'en conquérir le moyen - de régler l'affaire à notre niveau.

C'est également le moyen de promouvoir toujours davantage ces biens supérieurs de notre article 9 de la Charte du MoDem et que l'on trouve aussi dans la déclaration de principe du Parti Démocrate Européen : l'éducation, la culture, transmission et création, la science, les valeurs morales, philosophiques et spirituelles.

1-10 Liberté d'entreprendre

Aux termes de l'article 6 de la Charte des valeurs du Mouvement Démocrate, « L'essor de la société démocratique repose sur la dynamique d'une social-économie durable, économie de création, entreprenante et réactive, à haute exigence sociale, visant au développement durable. »

Pour nous, il ne peut y avoir de création d'emplois et de richesse sans liberté d'entreprendre. Nous voulons donc faire de la France un pays pro-entreprise et pro-recherche. Pour nous, la clef de la réussite, c'est l'inventivité, la création, l'encouragement à entreprendre et la valorisation du risque. C'est du côté de la création et de l'innovation que la France doit se trouver. Cela veut dire orienter toute l'action publique vers le soutien de la recherche et vers le soutien à l'entreprise. Cela veut dire que toutes les décisions, en matière de modernisation de l'État, de politique fiscale, doivent être orientées autour de

cette idée : créer un environnement favorable, favorable à la recherche et favorable à l'entreprise. Un environnement fiscal, un environnement social, un environnement administratif.

Mais la liberté d'entreprendre n'est pas seulement de nature économique et entrepreneuriale, elle s'élargit à tous les autres aspects de la vie. Chaque homme, chaque femme est porteur d'un projet de réalisation de lui-même qu'il doit pouvoir mettre en œuvre avec les autres. Cela peut s'accomplir dans des activités non marchandes, associatives, de bénévolat, mais aussi de création artistique ou intellectuelle.

1-11 Situation faite aux plus faibles

Pour nous, démocrates, la valeur d'une société se mesure à la place qu'elle fait aux plus faibles et aux plus démunis des siens. Il nous revient de porter ce troisième pilier de notre devise républicaine, la fraternité, au même titre que les principes de liberté et d'égalité. Notre regard doit constamment être tourné vers ceux qui souffrent et ceux qui n'ont pas les moyens de se faire entendre ni de se défendre : les personnes âgées, les personnes handicapées, les enfants, les exclus... Nous voulons être les porte-parole de ceux qui n'ont jamais droit à la parole.

Nous l'affirmons haut et fort : toute société qui n'améliore pas la situation des plus faibles n'est pas porteuse de progrès en humanité. C'est pour cela également que les inégalités sociales doivent être contenues et que l'on doit se fixer comme objectif de les réduire.

Nous mesurons chaque jour à quel point notre pays s'éloigne de ses principes. Nous devrions être le pays de la justice, et ce pays est devenu injuste, ne serait-ce qu'en matière fiscale. Nous devrions être le pays de l'équilibre, et nous sommes déséquilibrés, par exemple en matière de finances publiques. Nous devrions être le pays d'une économie solide. Nous en avons toutes les capacités. Pourtant, notre industrie, notre agriculture, sont fragilisées. Nous devrions être le pays de l'État impartial. Chaque jour qui passe, au contraire, c'est l'arbitraire qui règne davantage.

Nous voulons que tout cela change.

Nous voulons une France qui sache où elle va : un pays humaniste, juste, entreprenant, à haut niveau d'emploi, de recherche scientifique, et prenant sa part, y compris d'avant-garde, dans la défense du vivant, et dans l'économie des ressources naturelles.

Un certain nombre d'orientations paraissent nécessaires (on ne peut pas décider du chemin si l'on ne sait pas où l'on va...) :

- un pays équilibré dans ses finances publiques
- Une société à haut niveau d'emploi
- Aucun élève illettré à la sortie de l'école primaire
- La démocratie garantie par une authentique séparation des pouvoirs
- La recherche grande cause nationale
- Le pays d'Europe le plus sobre en carbone
- La culture comme indice du développement de la nation
- Le pays du monde au meilleur niveau de santé, notamment par la prévention

Pour nous, tous ces objectifs sont à la portée de la France. Si nous nous en sommes écartés, c'est par la faute de dérives qui toutes sont corrigibles.

Notre projet, celui que nous écrivons ensemble et dont nous fixerons les termes lors de notre congrès n'a pas à être compliqué, il doit être simple. Il ne s'agit pas de technocratie, il s'agit de démocratie.

Grâce, en particulier, au travail de nos commissions, à de nombreuses contributions individuelles ou de groupes, notre groupe de travail, sous la responsabilité de Robert Rochefort, a élaboré une première synthèse. C'est maintenant vous, comme militant individuel ou en groupe, ou comme mouvement départemental, qui avez la parole sur chacun des chapitres de ce texte, et qui pouvez évidemment proposer d'en ajouter d'autres.

En conduisant cette réflexion, nous faisons œuvre d'espoir. Nous disons aux Français non seulement ce que nous sommes, ce que nous voulons, mais nous leur montrons qu'il existe un chemin praticable pour sortir de l'impasse où, de jour en jour davantage, ils découvrent qu'on les a conduits.

Je suis heureux que nous conduisions ce travail ensemble.

7-10 Egalité femmes-hommes
7-11 Lutte contre les discriminations
7-12 Ethique, questions de société

7-13 Vie associative et bénévolat

Préambule de François Bayrou

Chers amis,

Les nations, pas plus que les personnes, ne peuvent vivre sans projet.

La crise financière mondiale a frappé le monde non seulement dans ses banques, dans sa croissance, dans sa confiance, mais au cœur même du moteur qui le fait avancer : l'idée qu'il se fait de son avenir.

L'Europe et la France sont également atteintes. L'Europe parce qu'elle portait, tant bien que mal, un projet de société, qui semblait, plus ou moins, pouvoir « *domestiquer le tigre* » du capitalisme. La France, parce qu'elle était, au nom des valeurs de son histoire républicaine, un môle de résistance face à la loi exclusive du capitalisme, comme face à tous les tentations de domination.

Puisque nous n'acceptons pas les dérives actuelles, notre mission est de formuler un projet pour la nation et pour chacun de ceux qui la forment.

Dire projet, c'est dire le but que l'on veut atteindre.

Nous voulons construire une société pour l'homme. Une société, un pays, dans lequel l'épanouissement de chacun, femme et homme, enfant et vieillard, sera facilité.

Cet épanouissement suppose la satisfaction dans le domaine des biens nécessaires à la vie, le logement, la subsistance, le travail, la garantie d'un revenu décent à la retraite, et des biens supérieurs que sont l'éducation, le progrès moral, la faculté de rechercher, si on le souhaite, des accomplissements philosophiques ou spirituels. Plus encore, il s'agit d'offrir à chacun la possibilité de devenir un citoyen conscient et actif, en rejetant les aliénations, notamment les aliénations de la consommation et de la communication dirigée et en garantissant, par l'information, par la séparation des pouvoirs. Plus encore il s'agit de multiplier le nombre de ceux, parmi les citoyens, qui passent de la situation de consommateurs passifs à la situation active de créateurs (créateurs d'entreprises, créateurs de recherche, créateurs scientifiques, créateurs de pensée, créateurs artistiques, artisans, artistes).

Nous considérons que ce projet d'une société pour l'homme est dans la vocation même de la France. Elle est dans sa vocation historique. Elle est dans sa vocation républicaine. Elle en a la responsabilité à l'intérieur de ses frontières, et elle en porte une part de responsabilité quand elle s'adresse à l'Europe et au monde. Notamment quand elle parle à l'humanité de la sauvegarde de notre environnement naturel, du climat, des ressources naturelles, de la vie et de sa diversité.

Il n'y a rien de compliqué dans ce que nous voulons. Il ne s'agit pas de révolutions. Nous voulons que la France respecte ses principes, ceux qu'elle a voulu transmettre au monde, et qu'elle a voulu défendre au travers de l'Europe.



DOCUMENT DE TRAVAIL

PREPARATOIRE AU CONGRES D'ARRAS

Préambule de François Bayrou

Chapitre 1 Valeurs de société

- 1-1 Démocratie
- 1-2 République
- 1-3 Justice
- 1-4 Europe
- 1-5 Valeurs morales et sociétales
- 1-6 Humanisme
- 1-7 Développement durable et écologique
- 1-8 Laïcité
- 1-9 Subsidiarité
- 1-10 Liberté d'entreprendre
- 1-11 Situation faite aux plus faibles

Chapitre 2 Développement économique, écologique et social durable

- 2-1 Economie mondiale
- 2-2 Finances publiques
- 2-3 Industrie
- 2-4 Politique économique
- 2-5 Protection sociale et démocratie sociale
- 2-6 Economie solidaire et responsable
- 2-7 Consommation économe et équitable
- 2-8 Emploi et conditions de travail
- 2-9 Agriculture
- 2-10 Coopération
- 2-11 Energie et climat

Chapitre 3 Gouvernance

- 3-1 Démocratie
- 3-2 Justice et corruption
- 3-3 Médias

3-4 Sécurité

- 3-5 Réforme de l'Etat et des collectivités locales

Chapitre 4 Education

- 4-1 Ecole, collège et lycée
- 4-2 Enseignement supérieur
- 4-3 Recherche et innovation
- 4-4 Formation
- 4-5 Culture et nouvelles formes de communication
- 4-6 Jeunesse et sport

Chapitre 5 Territoires

- 5-1 Services publics
- 5-2 Aménagement du territoire
- 5-3 Transports
- 5-4 Outre-mer

Chapitre 6 Europe et international

- 6-1 Europe
- 6-2 Relations extérieures
- 6-3 Régulation du monde
- 6-4 Défense

Chapitre 7 Vivre ensemble

- 7-1 Famille et solidarités familiales
- 7-2 Logement, urbanisme et habitat
- 7-3 Handicap
- 7-4 Santé
- 7-5 Vieillesse, dépendance
- 7-6 Retraites
- 7-7 Démographie
- 7-8 Migrations
- 7-9 Intégration